



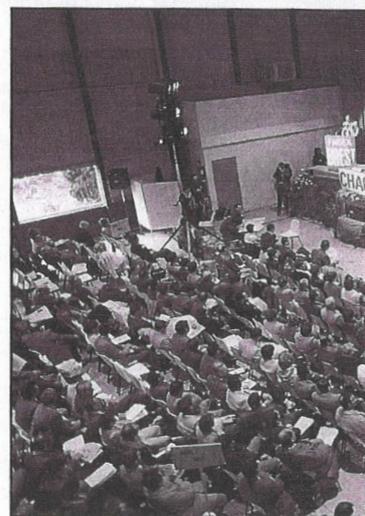
◀ François Guillaume : « A Bruxelles... »

FNSEA : CONSEIL DE FAMILLE

Une nouvelle majorité, un président qui devient ministre, un franc dévalué, des montants compensatoires monétaires en ligne de mire. Le congrès de la Fnsea prenait cette année une importance particulière. Qu'en a-t-il été au juste ?

On a beau retourner le problème dans tous les sens, on arrive toujours à la même conclusion. Le premier événement qui ait marqué l'agriculture française après la constitution du nouveau gouvernement a été la création de montants compensatoires monétaires. La bête noire du syndicalisme, l'ennemi public numéro un, le détonateur des colères bretonnes a, en douceur, fait une nouvelle apparition.

C'est justement en Bretagne que, quelques jours plus tard, la FNSEA tenait son congrès. Et pas n'importe où : dans le Finistère, département musclé entre tous. D'entrée de jeu, le nouveau président de la centrale, Raymond Lacombe, ne s'est pas privé de dénoncer « une certaine présentation tendancieuse de la récente dévaluation du franc », laissant croire qu'elle était tout bénéfique pour les paysans français. Mais



qui avait obligé la FNSEA à publier elle-même un communiqué au lendemain d'un réaménagement monétaire, estimant que cette dévaluation pourrait « permettre un rattrapage des prix agricoles français qui avaient pris du retard... » Dans le concert des réactions officielles les autres organisations avaient mis plus d'un bémol à la mélodie, qu'il s'agisse des Chambres d'agriculture, du CNJA ou des syndicats minoritaires. De leur côté, la CNSTP et la FNSP avaient eu pour effet préféré remarquer que « dans l'immédiat, la dévaluation se traduit par une hausse des produits importés par les paysans français ». Et donc par une augmentation des charges.

Mais, à la FNSEA, on gardait confiance. N'était-il pas écrit, noir sur blanc, dans le programme agricole du RPR : « La France luttera avec vigueur au sein de la Cee pour la suppression

tous les MCM existants et contre la création de nouveaux » ? Le paysan-ministre n'avait-il pas là un bel argument à présenter à Monsieur Balladur, au cas où il n'aurait pas été convaincu ? Voilà donc François Guillaume, « authentique paysan » comme il se définit lui-même, qui arrive devant ses anciennes troupes à Brest. « La France, dit-il, a demandé à Bruxelles un démantèlement des MCM et une suspension totale des MCM appliqués à la production porcine et avicole. Il résulte cependant des règles fixées au sommet de Fontainebleau un pourcentage global de MCM que l'on ne pourra immédiatement démanteler et traduire dans les prix de toutes les productions agricoles ». Explication du texte : impossible de démanteler tout, tout de suite. D'ailleurs, dès le lendemain à Bruxelles, le bras droit du commissaire à l'Agricul-



▲ Le premier congrès après les législatives, et la nomination d'un de ses membres comme ministre : tonnerre de Brest ?

ture, Carlo Trojan, affirmait que même pour le porc et la volaille, les producteurs français devraient attendre quelques semaines la suppression des MCM.

On se console en apprenant que le ministre a apporté les cadeaux attendus : la possibilité de récupérer à 50 % la TVA sur le fuel et les huiles, l'augmentation prochaine de l'indemnité spéciale de montagne à hauteur de 30 %, une revalorisation des retraites, et des moyens accrus pour la restructuration du secteur laitier. De quoi largement faire oublier que la dévaluation, ce n'était pas forcément pour les agriculteurs, mais plutôt pour Renault et les autres. Et de quoi confirmer que Fran-

çois Guillaume a su se faire entendre au gouvernement, même si comme il le dit lui-même, sa marge de manoeuvre est étroite.

L'essentiel pour le ministre est là : être entendu, reconnu. « Que l'un d'entre vous, explique-t-il aux congressistes, ait été appelé à prendre place au gouvernement pour se consacrer à l'agriculture, est une preuve que nous comptons, que l'on compte sur nous dans le pays ».

Mais si la nomination d'un des leurs avait été — aussi — un moyen de les neutraliser, de dire poliment aux agriculteurs : « Traitez vos affaires en famille, maintenant. On vous laisse le bébé, prenez-en soin. Un paysan vous défend à Bruxelles ». Il manque encore un paysan installé dans un fauteuil de commissaire au Berlaymont, mais cela va peut-être venir...

La cogestion peut alors commencer. En famille, puisqu'un décret de 1945 opportunément retrouvé permet, semble-t-il, d'écarter les trublions de l'ère Cresson. Maintenant, c'est chacun face à ses responsabilités. Si François Guillaume a joué très fin, en s'adressant à chacune des organisations spécialisées de la centrale, le risque est aujourd'hui de voir le combat des paysans se transformer en lutte intestine. Les éleveurs contre les céréaliers, l'Est contre l'Ouest. Même si, bien sûr, chacun se défend de vouloir jeter la première pierre.

Un chiffre pour les montants

C'est cela aussi la cogestion. Il n'y a plus de ministre à brûler dans la rue. Heureusement qu'il reste les fonctionnaires de Bruxelles, qu'il reste « ces groupuscules marginaux et leurs aboiements d'arrière-garde », selon une formule délicatement nuancée lancée de la tribune, à Brest. Et puis, il y a les « libéraux », ces Gourvennec et autres Finistériens qui construisent des porcheries tellement grosses que s'en est de l'agro-industrie.

Le reste, c'est un peu maigre. Il y a bien le revenu, objectif numéro un du syndicat. Avec une démarche simple : « Moins de lois, plus de lignes budgétaires ». Et quelques valeurs à défendre, la cellule familiale, le couple d'exploitants à protéger contre « les détracteurs de notre civilisation paysanne », selon l'expression de Raymond Lacombe. Mais peut-on asseoir une défense professionnelle sur le maintien de valeurs morales ? Et quel prix accepter pour les



▲ Raymond Lacombe, nouveau numéro un de la Fnsea.

préserver ? Faut-il aller jusqu'à affirmer : « Tant pis si notre résistance nous prive d'une certaine dimension européenne » ?

Face à cela, rien d'étonnant à ce que l'homme le plus courtisé du congrès de Brest ait été Michel Fau, ancien président du CNJA et président (pour combien de temps ?) de la Fédération porcine. Michel Fau, la mascotte des journalistes, le symbole des « renovateurs ».

Pas la peine de lui demander son avis : les journalistes l'ont élu futur président de la FNSEA. Il parle tellement vrai... Avec Philippe Neeser, ancien président des producteurs de blé, ils le proclament porte-parole du courant « économistes lucides ». Lui, il a l'impertinence de chiffrer le coût des MCM : 40 francs par porc au bénéfice des Hollandais, soit 10 millions de francs par mois au profit des importateurs. Lui, il ose dire que les producteurs doivent avant tout faire le ménage, que l'interprofession n'est pas une panacée, tant qu'on laisse le pouvoir des coopératives échapper aux producteurs.

Un rappel à l'ordre, en quelque sorte. Histoire de souligner que la profession n'a pas subitement accédé au pouvoir parce qu'un de ses représentants était ministre. Mais n'exagérons rien. Si Michel Fau et Philippe Neeser se sont faits remarquer pour l'avoir clamé haut et fort, ils n'ont pas été seuls à le dire. De façon moins spectaculaire, de nombreux délégués l'ont fait, Raymond Lacombe en premier. Heureusement pour le syndicat. Et peut-être aussi pour François Guillaume.

● Thomas Laurenceau